CORNELL

UNIVERSITY

Le 30 novembre 2003

Rapport final
Cornell University – Analyse économique

Partie I :
Les travaux accomplis et les réalisations en termes de programme

Tel que cela est indiqué dans l'accord conjoint No. 687-00-00-00093-00 entre Cornell University et l'USAID, le rapport final sera en deux parties. La Partie I du rapport final pour le programme Ilo – Cornell University englobera les travaux accomplis et les réalisations en termes de programme sur la durée du projet; c.-à-d. pour la période allant de février 2000 à novembre 2003. La Partie I du rapport final est composée de cinq sections : les activités analytiques, les relations avec les autres programmes, les activités de formation et de renforcement des capacités, la diffusion et le dialogue public, et une discussion concernant le suivi des résultats.

1. L'ANALYSE

Comme promis dans la proposition pour le programme Ilo, les quinze rapports analytiques ont été achevés pendant la durée du projet. Ils sont discutés en détail par la suite. 500 copies de chaque rapport ont été imprimées et largement diffusées. Des présentations publiques des résultats de ces études ont aussi été faites et toutes les études ont été rendues disponibles sur le Web. La plupart des études ont reçu une grande couverture dans la presse écrite, à la radio et sur les télévisions : des résumés des études ont été publiés dans les journaux locaux et des extraits des présentations publiques et des entretiens des auteurs ont été diffusés sur les chaînes de télévisions et à la radio.

1.1. La dynamique de la pauvreté : les tendances et la causalité

S1 : L'évolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999. L'analyse concerne les enquêtes descriptives des changements de la pauvreté par région, ainsi que par secteur économique et par caractéristiques des ménages dans un effort pour identifier les groupes vulnérables qui semblent prédisposés à une pauvreté persistante. Cette analyse était basée sur les trois enquêtes nationales auprès des ménages que l'INSTAT a menées en 1993, 1997 et en 1999. Ce type d'analyse fut la première du genre à Madagascar et fut la première analyse globale concernant l'évolution de la pauvreté à Madagascar. Alors que le gouvernement a déclaré que la réduction de la pauvreté était un des ses premiers objectifs, aucun suivi systématique de cet objectif n'avait jamais été rendu disponible auparavant. Plusieurs communications se rapportant à cette étude ont été faites.

S2: La dynamique de la pauvreté dans la province de Fianarantsoa. Etant donné que la province de Fianarantsoa est une des régions prioritaires d'intervention de l'USAID, la méthodologie de l'analyse faite au niveau national a été élargie plus en détail en termes géographiques pour la province de Fianarantsoa. La-dite étude montre le niveau élevé de pauvreté dans la province de Fianarantsoa et justifie le besoin urgent pour des interventions dans cette région.

S3: La mobilité économique : 1993-1999. L'étude sur la mobilité économique entre 1993 et 1999 a été publiée conjointement par l'INSTAT et Cornell. Elle utilise une méthodologie pour étudier l'évolution de la pauvreté sur le temps. Etant donné l'étroite collaboration avec le personnel de l'INSTAT, la capacité d'utilisation de cette méthodologie a été renforcée pour des analyses et des formulations de politique à venir.

S4: L'évolution en termes d'accès à la santé et à l'éducation, 1993-1999. Une collaboration intensive entre Cornell et l'INSTAT a eu une étude concernant l'évolution de l'accès en termes de services de santé et d'éducation pour résultat, ainsi que sa relation avec la pauvreté au niveau national. Le document expose clairement les stratégies pour une meilleure politique en faveur des pauvres dans les secteurs de la santé et de l'éducation à Madagascar. Une présentation concernant les résultats finaux de l'étude a été faite par un expert de Cornell lors d'un atelier de l'USAID. L'étude a aussi été présentée par nos collaborateurs de l'INSTAT à plusieurs occasions à Antananarivo et dans les

provinces (durant un Point INSTAT d'Information et lors des sessions provinciales des Journées africaines de la Statistique à Mahajanga).

S5: Les tendances en termes d'incidence fiscale. En utilisant une approche innovante, le rapport montre que depuis le début de la décennie précédente, une plus grande proportion de la pression fiscale a été mise sur le dos des ménages les plus pauvres alors que ceux-ci s'intègrent de plus en plus à l'économie formelle. Il illustre aussi l'effet régressif de la taxation du kérosène.

S6: Les impacts de la politique sur la pauvreté. L'étude a observé le type de stratégie de croissance qui sera la plus payante en termes de réduction de la pauvreté. Quatre sources de croissance à venir ont été identifiées et évaluées : 1/ le développement des zones franches; 2/ une performance améliorée en termes d'agriculture à travers une meilleure productivité du riz et du manioc; 3/ un meilleur réseau routier; et 4/ le tourisme. L'étude montre l'impact de la réduction de la pauvreté sur chacune des quatre stratégies de croissance.

Un séminaire d'une journée entière concernant le "Développement Economique, les services sociaux et la pauvreté à Madagascar" a été organisé le 11 juin. Ce séminaire a été organisé afin de faire le point sur les connaissances se rapportant à ces thèmes. Environ 120 personnes (représentant les différents ministères, la présidence, les bailleurs de fonds, les ONG, la société civile, les chercheurs, etc.) ont participé à cet atelier. Toutes les études qui sont discutées ci-dessus ont été présentées. Tous les participants ont reçu un dossier contenant une synthèse de chaque analyse qui avait été présentée. Les résultats de toutes les présentations ont aussi été mis sur la page Web de l'Ilo.

1.2. L'agriculture et la pauvreté

S7 : L'accès à la terre et la pauvreté - S8 : La productivité agricole et la pauvreté - S9 : Les relations spatiales entre la productivité agricole, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

De nombreux rapports et documents traitants de ces thèmes ont été produits (et publiés par la FOFIFA ou en tant que documents de politique générale) au lieu de trois rapports spécifiques qui concerneraient ces trois thèmes. La synthèse de la recherche sur ces trois thèmes a alors été rassemblée en un livre. Ce livre donne une mise à jour de l'état de l'agriculture et de la pauvreté rurale à Madagascar. Comme il existe à l'heure actuelle un énorme manque en termes de statistiques qui rapportent à l'agriculture malgache et comme la plupart de ces résultats qui sont publiés sont représentatifs au niveau national et sont publiés pour la première fois dans ce livre, nous pensons que cette étude représente la bible de l'agriculture et de la pauvreté rurale à Madagascar. Qui plus est, une des grandes performances de ce livre est aussi que nous avons pu rassembler une équipe d'experts internationaux et nationaux. Les grandes lignes du livre sont présentées dans l'Annexe 1. François Rasolo, le Président de l'Equipe permanente de pilotage du PADR (Plan d'action pour le développement rural) et DG de la FOFIFA a écrit dans son

introduction que "... ce livre représente une contribution inestimable à la mise en oeuvre du DSRP et du PADR..."

Une série commune à Cornell et la FOFIFA a été commencée. Elle contient une présentation de la recherche sur le thème de la pauvreté et de l'agriculture à Madagascar (Cahier d'études et de recherches en économie et sciences sociales). Huit études ont été achevées et publiées dans cette série. Elles comprennent :
No.1 : L'accès à la terre et la pauvreté par Rolland Razafindraibe
No.2 : Options pour accroître le revenu et alléger la pauvreté en milieu rural à Madagascar par Francesco Goletti et Karl Rich
No. 3 : Déterminants de l'adoption des techniques de conservation du sol par Lalaina Randrianarison
No. 4 : SRI et les contraintes d'adoption des techniques améliorées par Christine Moser
No. 5: Tarification de l'eau, le nouveau Code de l'eau et les pauvres : une estimation des demandes pour des services en eau améliorés à Madagascar par Bart Minten, Rami Razafindralambo, Zaza Randriamiarana et Bruce Larson
No. 6: Etude de l'impact de la déforestation sur la riziculture irriguée : cas des petits versants de Maroantsetra, Nord-Est de Madagascar par Jurg Brand, Bart Minten, et Jean-Claude Randrianarisoa
No. 7 : Situation actuelle du secteur transport à Madagascar et implications sur l'agriculture et la pauvreté par David Stifel, Chris Moser, Lalaina Randrianarison et Bart Minten
No. 8 : Déterminants de la productivité rizicole pour les petites et grandes exploitations agricoles : Cas des Hautes-Terres de Madagascar par Jean-Claude Randrianarisoa

Un atelier national d'une journée concernant "L'agriculture et la pauvreté à Madagascar" a été tenu le 20 mars à l'Hôtel Panorama. 120 personnes (représentants différents ministères, le PADR, les bailleurs, les ONG, la société civile, les chercheurs, etc.) ont participé à cet atelier. L'atelier a reçu une grande couverture médiatique et de bons compte-rendus. Tous les participants ont reçu un dossier contenant la synthèse de chaque présentation. Les résultats de chacune des études ont été mis sur la page Web de l'Ilo.

1.3. Les marchés du travail urbain

S10 : Les changements des marchés du travail urbain - S11 : Evolution des niveaux salariaux et les changements en termes de structure salariale. Cette étude importante observe l'effet du développement de la Zone franche sur le marché du travail urbain. La question de savoir si les zones de traitement pour l'exportation sont avantageuses en termes de croissance économique en général et pour les femmes en particulier est une question très débattue. Les preuves qu'apportent ce document suggèrent que, pour les femmes semi-qualifiées, ces zones offrent de meilleures opportunités économiques – en termes de salaires et d'avantages en termes d'emploi – que celles généralement disponibles ailleurs dans l'économie formelle ou informelle. Plus spécifiquement, les salaires des femmes (et des hommes) sont beaucoup plus élevés dans le traitement pour l'exportation que dans l'emploi salarié informel. Ces résultats sont importants étant donné l'insistance du nouveau gouvernement pour agrandir les zones franches.

1.4. L'analyse déterminée par la demande

S12 : La valeur économique de l'eau. L'accès à l'eau potable demeure problématique dans de grandes parties de Madagascar. Un meilleur accès, à travers un meilleur amortissement des coûts, est un des objectifs de la nouvelle Loi nationale sur l'eau. Cette étude illustre, par une enquête menée dans les zones urbaines et rurales de Fianarantsoa, comment une méthodologie facile peut être appliquée pour faire une estimation des avantages et de la volonté de payer pour des investissements publics dans les projets de fourniture d'eau. Les résultats sont d'une utilisation claire à des fins d'amortissement des coûts pour les organisations prêtes à investir dans une infrastructure de fourniture d'eau. Les résultats de l'analyse montrent aussi qu'une attention extrême doit être portée sur l'établissement des tarifs lors de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'eau : comme les pauvres utilisent nettement plus les fontaines publiques et vu le peu d'impact des prix plus bas aux fontaines publiques sur les recettes de la JIRAMA, une structure différentielle de tarification de l'eau pour les fontaines publiques et les robinets privés est suggérée. Plusieurs présentations sur ce sujet ont été faites. Pas moins de quatre-vingt personnes ont participées aux présentations de ces résultats. Une des présentations a été faite auprès des personnes responsables de l'évaluation du programme national environnemental (PE II). Des "tables rondes" ont été organisées à Antananarivo et à Fianarantsoa pour les décideurs politiques intéressés. En novembre, un séminaire d'une journée a été organisé à Antananarivo en collaboration avec l'Office national pour l'environnement (ONE) et par le projet PAGE financé par l'USAID afin de présenter, entre autres études, les résultats de l'évaluation de l'eau.

S13 : Les pauvres et l'amortissement des coûts dans le secteur de la santé. Le gouvernement de Madagascar a apporté des changements de politique importants en 1998 en termes d'amortissement des coûts dans le secteur de la santé. Aucune étude quantitative concernant l'impact de ces changements n'a jamais été menée et leurs effets n'ont pas été bien compris. Une enquête pour étudier l'impact du changement de politique a été organisée en septembre de l'an 2001. 844 personnes/patients et 40 administrateurs de centres de santé publique dans les trois provinces les plus pauvres ont été interrogés. L'analyse s'est terminée en novembre et a été présentée lors d'un débat public (point INSTAT d'information). 500 copies du document de politique générale ont été imprimées et largement diffusées. Un compte-rendu des résultats de l'analyse a été transmis aux journaux, à la télévision et à la radio. Les résultats ont été une contribution importante à la discussion concernant les changements de politique dans le secteur de la santé de l'atelier national sur le DSRP.

S14 : La crise politique : les conséquences sociales et économiques ainsi que les recommandations en termes de politique. Cornell a pu réagir rapidement au besoin urgent d'évaluer l'impact de la crise. Une enquête a été organisée au milieu de la crise (en juin 200) dans des circonstances difficiles afin d'étudier l'impact social et économique de la crise politique. Une série de documents de politique générale a été lancée pour présenter les résultats de ces études. Les thèmes traités comprenaient :
1. L'impact de la crise : résultats d'une rapide estimation rurale

2. Exemple de l'impact sur le secteur industriel : le sous-secteur du coton (en collaboration avec l'UTC de Mahajanga)
3. La crise politique et l'aide sociale et le revenu
4. La crise politique et les prix alimentaires et les PPN
5. La crise politique dans le secteur agricole : les impacts et les implications en termes de politique
6. La crise politique dans le secteur de la santé : les impacts et les implications en termes de politique (basé sur une enquête communale; en collaboration avec l'INSTAT)
7. La crise politique dans le secteur de l'éducation : les impacts et les implications en termes de politique (basé sur une enquête communale; en collaboration avec un groupe de travail sur l'éducation)
8. La crise politique et l'insécurité
9. La crise politique et les priorités de développement

Ces études et ces analyses ont répondu à une grande demande pour des informations mises à jour concernant l'impact de la crise politique.

Par ailleurs, Cornell a travaillé étroitement avec les différentes institutions pour faire le suivi et l'analyse de l'impact de la crise :

1. Elle a collaboré étroitement avec le "groupe pour la sécurité alimentaire" national (une organisation de bailleurs initiée par l'USAID) pour mettre en place un système de suivi des prix alimentaires et des PPN à travers le pays durant la crise. Plus précisément, elle a aidé dans l'analyse et l'interprétation de ces données (en collaboration avec les Points de liaison).
2. Elle a collaboré avec l'INSTAT pour deux initiatives :

a. Etant donné le risque de dévaluation et d'hyperinflation après l'immobilité économique lors de la crise, l'INSTAT a produit une étude sur la "Dévaluation et les prix intérieurs : les leçons de la précédente dévaluation à Madagascar". Celle-ci a été présentée lors d'un débat public (point INSTAT d'Information), auquel ont participé plus de 300 personnes. Les résultats ont aussi été largement diffusés par la presse nationale.

b. Cornell a fourni l'appui financier et technique pour démarrer le suivi et le calcul des indices des prix par l'INSTAT qui ont été arrêtés après le déroulement de la crise. Etant donné l'impact de la crise sur l'inflation des prix, le besoin urgent pour un tel point de référence était évident. Comme l'indice est utilisé en tant que base pour les ajustements salariaux dans le secteur formel et administratif à Madagascar, les employés et les employeurs ont maintenant une mesure objective pour leurs discussions et pour tout ajustement salarial ultérieur.

S15 : Le redressement social et économique après la crise. Une enquête, représentative au niveau national, a été organisée pour la fin de l'année 2002 dans 150 communes afin de faire le suivi de comment les écoles, les centres de santé et les communautés avaient récupéré depuis la fin de la crise politique et quelle politique pourrait atténuer les effets des conséquences de la crise. Pour chaque thème, un effort a été fait pour comparer la situation d'avant la crise, celle durant la crise, et celle après. Cinq documents de politique générale, rédigés dans un langage qui serait aisément accessible à un large public et débattant des résultats de cette enquête de suivi, ont été élaborés. Ils comprenaient :

- Document de politique général 1 : Suivi et analyse des prix d'après-crise,

- Document de politique générale 2 : Suivi et analyse du secteur de la santé après la crise : l'impact de l'abolition de la politique d'amortissement des coûts,
- Document de politique générale 3 : L'aide sociale et la sécurité alimentaire : les perceptions d'après-crise des groupes focaux communaux dans les zones rurales,
- Document de politique générale : La situation d'après-crise en termes sécuritaires : l'impact des nouvelles politiques visant à améliorer la sécurité,
- Document de politique générale 5 : Le suivi d'après-crise du secteur de l'éducation : l'impact de l'abolition de la politique d'enseignement de l'école publique.

Afin d'assurer une utilisation maximum des résultats des recherches, des questionnaires ont été mis en circulation et discutés parmi différents collaborateurs au sein du gouvernement et de la communauté des bailleurs avant que l'enquête ne soit amenée sur le terrain. Etant donné que la situation changeait rapidement, Cornell Université s'est assuré de la rapide production de l'analyse et en a présenté les résultats à la fin du mois de janvier (seulement un mois et demi après la fin du travail sur le terrain) lors d'un Point INSTAT d'Information. Les résultats ont montré les effets importants du changement en termes de politiques d'amortissement des coûts sur l'utilisation des services publics. Ils ont aussi montré que les nouvelles politiques ont été mises en oeuvre de manière inégale dans le temps et dans l'espace. La Banque mondiale a utilisé l'ensemble des données et les résultats de la dite-étude pour évaluer l'impact d'un crédit d'urgence de 50 millions de dollars qui a été donné au gouvernement après la crise et qui a été utilisé en partie pour couvrir le coût d'une éducation et de services de santé gratuits. La base de données concernant l'enquête sur l'éducation a servi par la suite de base pour une étude sur la tenue à jour du budget dans le secteur de l'éducation (fait par un consultant de la Banque mondiale en collaboration avec Bart Minten).

1.5. Les études liées à l'après-crise

L'USAID a prolongé le contrat avec des fonds supplémentaires afin d'étudier la situation socio-économique à Madagascar après la crise. Comme promis, deux études ont été menées à bien.

1.5.1. L'impact de la crise politique sur la pauvreté

Un impact important et immédiat de la crise politique pour une nation déjà appauvrie a été que la perturbation du réseau du transport et des marchés a fait accroître la pauvreté. Pour mesurer cet effet, l'INSTAT a mené une enquête, de type-mesure et représentative au niveau national, sur le niveau de vie des ménages en décembre 2002/janvier 2003. Etant donné la similitude entre les enquêtes d'EPM de 2001 et de 2002, les changements en termes de pauvreté ont été estimés de manière consistante. Pour ce faire et pour caractériser la nature des changements de la pauvreté lors de l'année précédente, Cornell University a travaillé avec trois techniciens de l'INSTAT (trois collaborateurs de l'INSTAT sont allés à Ithaca pour travailler avec des experts de Cornell). Les résultats de l'étude indiquent que le niveau de pauvreté à Madagascar a augmenté à 80% et que la crise a frappé toutes les tranches de la société de manière égale. Les résultats de l'analyse ont été présentés lors d'un Point d'information public de l'INSTAT en juillet 2003.

1.5.2. L'impact de la crise et la suppression des politiques d'amortissement des coûts sur la qualité et l'utilisation des services de santé

Les comptes-rendus informels lors de la crise ont montré de manière évidente que la crise a eu des effets sévères sur le secteur de la santé et sur la santé de plusieurs segments de la population. Avec plusieurs ménages souffrant de la chute importante et soudaine de leurs revenus, la demande en termes de services de santé a chuté. Avec les réseaux de transport ne fonctionnant pas et avec la perturbation du fonctionnement administratif en général, la qualité des services de santé a souffert du manque de fournitures, de manque d'attention et de financement. En reconnaissant les effets dévastateurs de la crise sur l'accès aux soins de santé, une des premières initiatives du nouveau gouvernement a été d'annuler la politique d'amortissement des coûts (paiements pour certains services médicaux), connu en tant que participation financière (PFU) aux centres de santé publique. La date de lancement de ce changement de politique et la prise de conscience de la population de son existence au sein de la population a varié à travers le pays.

La conception de l'enquête, sa mise en oeuvre et l'analyse de ses données ont été mené par l'INSTAT en collaboration avec la Banque mondiale et Cornell University. Cette initiative est comprise dans l'examen plus large du secteur de la santé qui est en train d'être mené au vu de la restructuration du secteur. Cette collaboration institutionnelle a assuré que les résultats de l'étude auront des impacts significatifs sur la prise de décision politique. Les collaborateurs de l'INSTAT sont allés à Ithaca et DC pour travailler avec la Banque mondiale et Cornell University. Les résultats préliminaires ont été présentés lors de l'atelier organisé par l'ISNTAT en juin. Un rapport a été envoyé au USAID pour la fin du mois de novembre. Un travail analytique plus en profondeur de cet ensemble de données est prévu et sera mené sous l'égide du projet SAGA qui est financé par l'USAID et en collaboration avec la Banque mondiale.

2. DEVELOPPEMENTS CONTEXTUELS ET RELATIONS AVEC LES AUTRES PROGRAMMES

2.1. Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

L'USAID a apporté un amendement au contrat entre PACT et Cornell University au début de l'an 2001, y ajoutant un mandat supplémentaire visant à préparer la société civile à participer à l'élaboration du DSRP, un document de politique générale qui énoncerait le cadre de politique du gouvernement malgache pour la réduction de la pauvreté durant les années à venir. Cette stratégie a été développée dans un processus participatif à travers l'organisation d'un atelier national, de six ateliers provinciaux et de sept ateliers thématiques, portant respectivement sur le développement rural, l'environnement, la gouvernance, le sexe, le SIDA, la santé et l'éducation, et la pauvreté urbaine. Les ateliers thématiques ont été suivis de la publication d'un avant-projet du DSRP final qui a été discuté durant des consultations régionales et nationales en octobre et en novembre.

Suite à la proposition élaborée conjointement par le PACT et Cornell, le travail a été divisé en deux périodes distinctes, une période consultative pour la rédaction du DSRP final et une période de mise en oeuvre. C'était la première fois que la société civile malgache était impliquée dans l'élaboration de cet important plan de politique générale. Il est clair que la participation de la société civile a influencé le contenu de ce plan du fait de leur représentation durant les séminaires, du fait de l'information qui a été mise à leur disposition avant les séminaires officiels et du fait d'une meilleure organisation institutionnelle de la société civile. Lors du forum national de la société civile qui a eu lieu avant l'atelier final, les représentants de 80 groupements de la société civile ont décidé que leurs activités ne s'arrêteraient pas avec l'atelier final mais qu'ils s'impliqueraient aussi dans le suivi et l'évaluation du DSRP (le Comité ad hoc).

Le document final du DSRP est plus riche grâce aux contributions des organisations de la société civile en matière de santé, de développement rural et d'éducation. Une contribution majeure de toute l'expérience du DSRP est que les officiels gouvernementaux ont été prêts à débattre des propositions avec les représentants des organisations de la société civile et que ces derniers n'ont plus été considérés comme des adversaires mais plutôt comme des organisations qui peuvent aider et contribuer de manière utile à la prise de décision politique.

2.2. Les activités de l'Université d'Antananarivo

Une petite sous-bourse a été accordée pour l'étude "Pauvreté et sortie de la pauvreté à Madagascar" par l'Université d'Antananarivo. Un groupe multidisciplinaire (sociologues, économistes, anthropologues) a été organisé, en collaboration avec le FADES (Fonds d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur) et avec l'aide des étudiants des universités locales, des études concernant les différents aspects de la pauvreté dans les zones d'Antananarivo et autour d'Antananarivo. Les résultats des enquêtes ont été présentés dans un symposium sur "La Démocratie au service du développement" les 17-

18-19 mars 2003. Ce symposium a été organisé par le Groupe Interdisciplinaire de Recherches de l'Institut Catholique de Madagascar.

2.3. Le programme BASIS CRSP

Un groupe, qui avait Chris Barrett comme responsable de recherche, met en oeuvre le projet concernant "les marchés ruraux, le capital naturel et les pièges de la dynamique de la pauvreté en Afrique de l'Est" (financé par l'USAID à travers son programme BASIS CRSP (Systèmes d'élargissement de l'accès et de renforcement du marché des intrants – Programme d'appui à la collaboration dans le domaine de la recherche)). Ce programme a débuté en octobre 2001. Etant donné les complémentarités avec notre thème S9, nous avons poursuivi la collaboration avec ce projet en 2003. Dans ce projet, un modèle bio-économique qui incorpore des facteurs environnementaux, économiques, agronomiques et de politique sera développé. Ce projet est fait en collaboration avec l'unité socio-économique, l'unité pour le bétail et l'unité agronomique de la FOFIFA ainsi qu'avec le département d'agronomie de l'Université d'Antananarivo. Un atelier de lancement pour les parties prenantes a été organisé à Antananarivo en mars 2003. Plus de 50 personnes, dont la plupart étaient des parties prenantes actives dans l'agriculture et dans le domaine du développement rural, étaient présentes. Un atelier technique a aussi été organisé à Antsirabe en mars 2003.

Le programme Ilo a financé une enquête qualitative à travers notre sous-contrat avec la FOFIFA afin d'évaluer la dynamique de la pauvreté et l'impact de la crise dans les villages où le BASIS CSRP a mené l'enquête. Ceci a permis une meilleure interprétation de l'enquête qualitative et a donné une idée de la profondeur de l'impact de la crise et du mécanisme qui, au niveau des ménages, leur ont permis de faire face en période de post-crise.

3. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Cornell a mené des études analytiques conjointement avec ses partenaires locaux, l'ISNTAT et la FOFIFA, et dans certains cas aussi avec la participation de personnes ou d'institutions intéressées. Chaque étude a débuté avec une session de formation informelle initiale qui concernait les collaborateurs clé de chaque institution. En sus de cette formation sur le tas, plusieurs sujets importants et d'intérêt général ont donné lieu à des ateliers de formation formelle plus large. Nous avons organisé 14 formations de ce genre durant le projet.

Formation 1. Introduction à la modélisation économique. Au début du mois d'avril, Steven Haggblade a dirigé un atelier hebdomadaire basé à Tana sur les méthodes de modélisation économique, lors duquel les participants ont construit de simples modèle de marché unique et progressivement ajouté des éléments chaque semaine jusqu'à ce qu'ils aient construit un modèle d'équilibre général calculable eux-mêmes (CGE) pour Madagascar. Les participants comprenaient des techniciens de l'INSTAT, de la FOFIFA, du SSPM, de la Banque centrale de Madagascar et du PACT. En plus de recevoir une variété d'instruments analytiques simples mais utiles, la formation et les compétences qu'ils ont acquises les ont aidés à se préparer au travail de CGE grandeur nature qui a été mené par la suite.

Formation 2. Lignes de pauvreté et anthropométrie. David Stifel, Menno Pradhan, et Peter Glick ont dirigé un séminaire sur les méthodes alternes de construction de ligne de pauvreté ainsi que sur l'évaluation des indicateurs anthropométriques de l'aide sociale. Huit collaborateurs clé sont allés à Ithaca pour 3 semaines en juillet 2003 pour une formation intensive. La formation impliquait l'utilisation du logiciel statistique Stata et économétrique et les concepts d'analyse de la pauvreté. Durant cette session de trois semaines de formation, les participants ont reçu des exercices de laboratoire informatique quotidiens lors desquels ils ont appliqué les concepts introduits lors des conférences. Le point culminant a été un ensemble de présentations donné par des équipes de participants.

Formation 3. Economie environnementale. En juillet, Francis Randrianarison (de l'ONE), Hughues Rajohnson (de l'Université d'Antananarivo) et Bart Minten (de Cornell) ont dirigé un atelier de 4 jours à Antananarivo sur les méthodes d'analyse économique environnementale. Ceci avait une double raison d'être, en préparant les analystes locaux à un travail de travail spatial mis en relation avec la pauvreté, l'agriculture et l'environnement (S9) ainsi qu'à fournir un appui aux études de cas du PAGE (Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement, financé par l'USAID) concernant l'évaluation économique des avoirs environnementaux.

Formation 4. Analyse statistique et formation STATA. En novembre et en décembre, deux sessions de formation d'une semaine ont été organisées en collaboration avec le programme d'économie environnementale du PAGE (formation donnée par Mamisoa Razakamanantsoa de l'INSTAT (suite à une formation à Ithaca)). Des collaborateurs en provenance de dix cas d'études, de la FOFIFA, et de l'Université d'Antananarivo ont participé à cette formation.

Formation 5. Formation en Equilibre général calculable (CGE). A la fin du mois de janvier, Yazid Dissou, un expert financé par Cornell University, est venu à Antananarivo pour travailler avec des collègues malgaches pour la mise à jour du modèle CGE de Madagascar. L'expert a dirigé un atelier d'application d'une semaine pour présenter le modèle et l'appliquer aux questions d'importance actuelle. Les 20 participants comprenaient des personnes clé d'institutions diverses telles que l'INSTAT, le SPPM, la Banque centrale, le Ministère des finances, etc. Les participants ont utilisé le modèle CGE mis à jour pour étudier les conséquences distributionnelles des prix mondiaux croissants du pétrole et l'impact de la production accrue sur l'économie malgache. Un rapport de synthèse a été élaboré. Une évaluation de l'atelier par les participants a montré le haut niveau d'appréciation de l'atelier et l'utilité de ce type d'outil économique.

Formation 6. Analyse statistique et économique et diffusion améliorée (pour les directeurs régionaux de l'INSTAT). Une formation de 6 jours a eu lieu au début de l'année afin de former les directeurs régionaux dans l'utilisation de STATA et dans l'analyse des ensembles de données de l'INSTAT tels que l'EPM, les données sur les prix, etc. Parallèlement, ils – ainsi que les collaborateurs du DRID-INSTAT – ont été formés dans les techniques de dissémination (en collaboration avec PACT).

Formation 7. Analyse économique appliquée. Une série de conférences a été organisée pour les étudiants en économie des niveaux les plus élevés à l'Université d'Antananarivo à la fin de l'année 2001. Environ 60 étudiants ont participés à ces conférences. Celles-ci se sont concentré sur l'utilisation d'outils économiques pour l'analyse des problèmes agricoles (modélisation de l'offre et de la demande). Les conférences ont été très bien accueillies par les étudiants à cause de leur nature appliquée, des exemples de Madagascar qui ont été utilisés, et à cause du matériel de cours qui a été distribué.

Formation 8. Analyse GIS. Un cours de GIS a été organisé par un expert de Cornell en novembre. Environ 20 collaborateurs de l'INSTAT, de la FOFIFA et du Programme Ilo ont participé à ce cours. Durant le cours, les principes de base du GIS ont été expliqués et mis en pratique en faisant utiliser le logiciel ArcView par les participants. Ceux-ci sont maintenant capables de faire de faire une projection de l'information socio-économique et d'utiliser des outils spatiaux pour une analyse économique.

Formation 9. Economie appliquée. En octobre 2002, Bart Minten a donné une série de (six) conférences pour les étudiants de dernière année de premier cycle à l'Université sur l'économie appliquée. Les notes de conférence ont été distribuées et discutées. Environ 60 étudiants ont participés à ces conférences.

Formation 10. Modélisation bio-économique. En novembre 2002, un cours de modélisation bio-économique a été dispensé à Ithaca par le programme BASIS. Des collaborateurs de l'Ilo y ont participé.

Formation 11. Economie agricole et environnementale. En décembre 2002, Bart Minten a participé à enseigner dans le nouveau programme de doctorat portant sur le

développement rural qui a été initié à l'Université d'Antananarivo. Il a donné une série de conférences sur l'économie de l'agriculture à Madagascar. Environ trente cinq étudiants en doctorat ont participés à ces conférences.

Formation 12. Modélisation de l'Equilibre général calculable appliqué (CGE). En février, les collaborateurs malgaches de l'INSTAT sont allés à Washington DC pour travailler avec Paul Dorosh (de l'IFPRI) et Steve Haggblade (de l'IFPRI) sur le modèle CGE de Madagascar et pour l'appliquer aux questions qui avaient été identifiées lors de l'atelier de pré-étude. Steven Haggblade (de l'IFPRI) et Christen Lungren (de l'IFPRI) ont dirigé un atelier local sur le modèle mis à jour du CGE. 20 techniciens ont participés à cet atelier. Un manuel d'utilisation du modèle CGE a été préparé et distribué.

Formation 13. Evaluation environnementale. Conservation International a organisé une formation d'une semaine sur l'économie environnementale à Mantasoa pour les décideurs politiques locaux. Bart Minten a contribué à l'organisation de cet atelier et enseigné la théorie ainsi que la mise en oeuvre pratique de l'évaluation environnementale (méthode de coût de déplacement, fixation hédoniste des prix, évaluation contingente). Le matériel des cours a été distribué (les documents ainsi qu'un CD).

Formation 14. Supervision des étudiants de DEA en développement rural. Bart Minten a supervisé la thèse de cinq étudiants du programme de DEA nouvellement lancé sur le développement rural à l'Ecole Supérieure de Sciences Agronomiques (ESSA) à l'Université d'Antananarivo. Le résultat de leurs recherches a été présenté, en même temps que la thèse d'autres étudiants, lors des trois "Journées Scientifiques" au département de Gestion-agricole de l'Université d'Antananarivo.

4. DIFFUSION ET DIALOGUE PUBLIC

Pour ce qui est de nos efforts en termes de dissémination, nous avons travaillé avec les départements de la communication de l'INSTAT et de la FOFIFA et à travers une meilleure communication régionale.

4.1. INSTAT. Une amélioration de la communication avec le public des résultats des recherches provenant des études faites en collaboration avec l'INSTAT a été apportée avec le département DRID de l'INSTAT. Le département de diffusion a été restructuré et une session de formation sur la communication avec le public a été organisée en collaboration avec PACT. Nous avons aidé l'INSTAT à développer un page Web qui est devenue opérationnelles en 2003. Le programme Ilo a aidé l'INSTAT a se brancher à l''Internet et a payé pour un serveur interne. Etant donné l'insistance du programme de l'Ilo sur la communication avec le public, le programme a pu changer la culture d'information de l'INSTAT et nous pensons que l'organisation est maintenant plus tournée vers l'extérieur. Nous croyons qu'il existe maintenant à l'INSTAT une culture qui vise à l'organisation de la diffusion des activités quand les résultats ou de nouveaux statistiques sont disponibles. En 2003, l'INSTAT a organisé une moyenne d'une activité de communication avec le public toutes les deux semaines.

4.2. FOFIFA. Cornell a travaillé étroitement avec la FOFIFA dans l'organisation du séminaire du 30 mars sur l'agriculture et la pauvreté. Ils ont aussi publié, avec l'unité de communication de la FOFIFA, une série sur "Cahiers d’études et de recherches en économie et sciences sociales".

4.3. Systèmes régionaux de communication et d'information. En 2001, Cornell et PACT ont lancé une Unité Technique dans les deux régions prioritaires de l'USAID, Fianarantsoa et Mahajanga. Chaque Unité Technique était composée d'un économiste régional, financé par Cornell University, et d'un spécialiste GIS, financé par PACT. Cornell a assuré l'appui technique pour l'analyse économique faite par cette unité. L'Unité Technique a travaillé étroitement avec les autorités provinciales pour améliorer la diffusion des informations au niveau provincial. L'Unité technique qui a été commencée à Mahajanga et à Fianarantsoa a aidé à améliorer la communication régionale avec le public et a permis de mieux répondre à la demande régionale pour des analyses économiques. Par exemple, l'Unité technique de Mahajanga a finalisé un "Tableau de bord social" pour cette province. C'est la première fois que des statistiques provinciales ont été rassemblées sous forme globale et aisément compréhensible pour les décideurs politiques. Le travail de l'Unité technique a aussi été utilisé pour plus mobiliser et informer la société civile (utiliser pour la mobilisation de groupes de discussion Tambatra, CEDII, et EPI) par rapport au processus du DSRP.

4.4. Etudes analytiques des ateliers de pré-étude. Un atelier d'une demi-journée a été organisé pour chaque étude analytique avant que le travail analytique en soit entrepris. Les participants comprenaient les chercheurs principaux à Cornell/INSTAT/FOFIFA, PACT, un petit groupe de représentants de la société civile et du gouvernement ayant de l'expérience et de l'intérêt dans ce sujet, et des analystes avec une expérience dans le

domaine. Ceci a assuré le fait que la recherche a été menée sur des sujets ayant une pertinence au niveau de la politique générale.

4.5. Communication électronique. Un effort particulier a été fait pour accroître la communication se rapportant sur les études par e-mail et Internet. Une page Web sur laquelle les utilisateurs pouvaient avoir accès à toutes les études a été lancée par le programme Ilo, et créée par Cornell (www.ilo.cornell.edu). Un système de distribution par e-mail a été mis en place par lequel les résultats des études étaient envoyés aussitôt que les études étaient disponibles. Les statistiques sur la page Web indiquent qu'il y a eu environ 1600 visiteurs sur la page Web de l'Ilo en octobre 2003. Ceci illustre la grande demande pour le type d'études faites par Cornell.

4.6. Etude des médias. Un des importants objectifs du nouveau est la bonne gouvernance, tel que cela est démontré dans les priorités énoncées dans le DSRP. Cependant, Les médias jouent un rôle extrêmement important pour que cet objectif soit atteint. Cependant, la manière actuelle avec laquelle les médias travaillent n'est pas bien comprise. Cornell et PACTt ont de ce fait organisé conjointement une étude sur les médias Les médias malgaches: floraison spontanée d'une ressource nationale par Pascal Andriantsoa, Nancy Andriasendrarivony, Vincent Carbonneau, Steven Haggblade, Bart Minten, Mamy Rakotojaona, Frederick Rakotovoavy, et Harivelle Sarindra Razafinimanana). Cette étude des médias malgaches vise à répondre aux questions suivantes : D'où vient la croissance explosive des médias ? Les investissements privés vont-ils pouvoir soutenir ce secteur ? Quels sont les types de messages et de programmes diffusés dans les médias ? Quelle est la partie de la population visée ? Quel est le rôle du gouvernement ? L'étude a été mis sur la page Web de l'Ilo à la fin du mois d'octobre.

5. RESULTATS DE SUIVI

5.1. Dans la proposition de l'Ilo "Nombre d'études économiques de qualité diffusées et discutées lors de débats publics", nous avons proposé en tant qu'indicateurs de suivi :

En 2000 :

1. Un Point INSTAT d'Information a été tenu le 4 mai sur le "caractère saisonnier de la consommation alimentaire des ménages pauvres à Madagascar". La présentation a eu une bonne participation et de nombreuses conférences de presse à la télévision et dans les plus grands journaux ont eu lieu. Une présentation supplémentaire a été faite lors d'une assemblée de journalistes au CCA.
2. Une deuxième étude a été présentée et discutée lors de la présentation formelle de la quatrième édition d'"Economie de Madagascar" en octobre 2000. L'étude "Estimation des élasticités de la demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS" a été présentée par Rachel Ravelosoa.

En 2001 :

1. S1 : Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999; présentée durant un Point INSTAT d'Information à Tana et lors d'une présentation à l'USAID.
2. S2 : La dynamique de la pauvreté dans la province de Fianarantsoa; présentée durant un Point INSTAT d'Information.
3. S4 : Evolution dans l'accès à la santé et l'éducation, 1993-1999; présentée durant un Point INSTAT d'Information à Antananarivo et d'un séminaire à l'USAID.
4. S7 : La pauvreté et l'accès à la terre agricole. Une présentation publique a été faite par un expert de Cornell à la conférence internationale MADIO/DIAL international conférence sur la pauvreté à Antananarivo[1]. Il a présenté un document sur le lien entre l'extensification de la terre et la pauvreté. Pas moins de cinquante personnes ont participé à cette présentation.
5. S12 : La tarification de l'eau et les pauvres. Plusieurs présentations ont été faites sur ce sujet. Pas moins de quatre-vingt personnes ont participé aux présentations de ces résultats. Une d'elles a été faite auprès des personnes responsables de l'évaluation du Programme national pour l'environnement (PE II). Des "Tables rondes" ont été organisées à Antananarivo et Fianarantsoa pour les décideurs politiques intéressés. En novembre, un séminaire d'un jour a été organisé à Antananarivo en collaboration avec l'Office national pour l'environnement (ONE) et le projet PAGE à financement USAID afin de présenter les résultats de l'évaluation de l'eau, parmi d'autres études.
6. S13 : Les pauvres et l'amortissement des coûts dans le secteur de la santé. L'analyse a été achevée en novembre 2001 et présentée durant un point INSTAT d'Information. Les résultats de l'analyse ont été repris dans les journaux, à la télévision et à la radio. Les résultats ont représenté une contribution majeure à la discussion concernant les changements de politique dans le secteur de la santé lors de l'atelier national sur le DSRP.

En 2002/2003 :

---

[1] Dial/Ird, RESAL, et Madio ont organisé un séminaire national sur "La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, les politiques de réduction et leur mise en oeuvre" les 5 et 7 février à Antananarivo.

1. S14 : Impact de la crise; point d'Information de l'INSTAT;
2. S15 : Redressement après la crise – point d'Information de l'INSTAT;
3. Séminaire national sur le "Développement économique, services sociaux et pauvreté à Madagascar" en collaboration avec l'INSTAT – Hôtel Panorama;
4. Séminaire national sur "L'agriculture et la pauvreté à Madagascar" en collaboration avec la FOFIFA – Hôtel Panorama;
5. La dynamique sur les marchés du travail urbains – point d'Information de l'INSTAT;
6. La pauvreté après-crise (présentation des nouveaux résultats sur la pauvreté) – point d'Information de l'INSTAT;
7. Activités de communication de la politique économique aux décideurs de politique : résultats et exemple du programme Ilo – présentation lors de la réunion BASIS CRSP pour les parties prenantes.

5.2. Nous avons proposé un deuxième indicateur de résultats dans notre proposition : "Le nombre de demandes de suivi ou d'analyse connexe faites par la société civile ou par le gouvernement". Une telle étude déterminée par la demande en 2000 (l'amortissement des coûts et le secteur de la santé) et une en 2001 (la tarification de l'eau et les pauvres) ont été identifiées. Nous avons identifié et achevé deux études déterminées par la demande lors de la période allant de 2002 à 2003, c.-à-d. 1/ L'impact de la crise et 2/ Le redressements après la crise.

Tableau 1 : Indicateurs des données de performance du Programme Ilo

<table>
<tr><td rowspan="5">Indicateur 1 :
UNITE DE MESURE : Le nombre d'études économiques de qualité diffusées et discutées en débat public par an
INDICATEUR/DESCRIPTION : Les présentations faites lors de débats publics, c.-à-d. accessibles à un large public et annoncées dans les médias; large diffusion de rapports écrits et documents de politique générale.</td><td rowspan="2">Année</td><td colspan="2">Etudes</td></tr>
<tr><td>Prévues</td><td>Réelles</td></tr>
<tr><td>2000 (B)</td><td>2</td><td>2</td></tr>
<tr><td>2001</td><td>6</td><td>6</td></tr>
<tr><td>2002/2003</td><td>7</td><td>7</td></tr>
<tr><td rowspan="5">Indicateur 2 :
UNITE DE MESURE : Le nombre de demandes de suivi ou d'analyse connexe faites par la société civile ou par le gouvernement
INDICATEUR/DESCRIPTION : Les demandes émanant de la société civile, des parties prenantes ou des décideurs de politique à travers des ateliers de discussion ciblés et tournés vers le client et à travers des suggestions du Groupe de politique de recherche économique et du Réseau sur les questions nationales</td><td rowspan="2"></td><td colspan="2">Analyse sur demande</td></tr>
<tr><td>Prévues</td><td>Réelles</td></tr>
<tr><td>2000 (B)</td><td>1</td><td>1</td></tr>
<tr><td>2001</td><td>1</td><td>1</td></tr>
<tr><td>2002/2003</td><td>2</td><td>2</td></tr>
</table>

ANNEXE 1 : LES GRANDES LIGNES DU LIVRE SUR L'AGRICULTURE ET LA PAUVRETE

L'AGRICULTURE ET LA PAUVRETE RURALE A MADAGASCAR
Préface

DG FOFIFA - DG INSTAT

Introduction

Bart Minten, Cornell University ; Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA; Lalaina Randrianarison, Cornell University

Thème 1. Intrants et technologies agricoles

1.1. Utilisation et accès aux engrais chimiques
Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA ; Bart Minten, Cornell University
1.2. Bénéfices et contraintes dans l'adoption des techniques de conservation des sols sur les Hautes-Terres Malgaches
Lalaina Randrianarison, Cornell University
1.3. Rélations terres agricoles – pauvreté
Bart Minten, Cornell University ; Rolland Razafindraibe, FOFIFA
1.4. La main-d'œuvre agricole
Bart Minten, Cornell University ; Lalaina Randrianarison, Cornell University
1.5. Retour aux intrants agricoles, productivité agricole et pauvreté
Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA ; Bart Minten, Cornell University

Thème 2. La riziculture

2.1. Appréciations sur la diffusion des variétés de riz
Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA
2.2. Le système de riziculture intensif (SRI) à Madagascar: situation actuelle et perspectives d'avenir
Christine Moser, Cornell University ; Chris Barrett, Cornell University
2.3. Analyse spatiale de la production rizicole malgache
Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA
2.4. Les déterminants de la productivité rizicole pour les petites et grandes exploitations agricoles : cas des Hautes-Terres de Madagascar
Jean-Claude Randrianarisoa, FOFIFA
2.5. Etude sur la formation des prix du riz local
Bart Minten, Cornell University ; Lalaina Randrianarison, Cornell University

Thème 3. La pauvreté et les activités agricoles et non-agricoles

3.1. Cartographie de la pauvreté
Johan Mistiaen, Banque Mondiale ; Berk Ozler, Banque Mondiale ; Tiaray Razafimanantena, INSTAT ; Jean Razafindravonona, INSTAT
3.2. Production et revenu agricole des producteurs agricoles et pauvreté
Bart Minten, Cornell University
3.3. Revenus extra-agricoles des ménages ruraux et pauvreté

ANNEXE 2: EXEMPLES DE L'IMPACT DE LA RECHERCHE DE CORNELL

1. L'étude sur la dynamique de la pauvreté

Pour son S1 transmissible, Cornell a fait une étude sur la dynamique de la pauvreté à Madagascar, en utilisant les enquêtes nationales des ménages qui ont été rassemblées par l'INSTAT. Une équipe de la Banque mondiale a établi un profil de la pauvreté en 1996 basée sur l'enquête nationale des ménages de 1993 avant la-dite étude. Cependant, étant donné que cette dernière a été faite par des experts de Washington avec aucune participation malgache, on se réfère à ces chiffres et à l'analyse sous-jacente en tant que "les chiffres de la Banque". Ceci a entravé un accord concernant l'analyse de la situation existante et de ce fait, le développement des politiques judicieuses de réduction de la pauvreté. A travers un choix stratégique de ses partenaires, Cornell a voulu que ses chiffres et les implications de ses analyses soient largement acceptés, par les bailleurs tout comme les institutions locales. Une équipe comprenant des individus avec des formations différentes a donc été mise en place : Jean Razafindravonona, le chef d'équipe de l'institution locale qu'est l'INSTAT, David Stifel de Cornell University, et Stefano Paternostro de la Banque mondiale. Le souhait étant que cette structure assurerait que les analyses, les chiffres, et les implications en termes de politique générale seraient largement acceptées.

L'étude sur la dynamique de la pauvreté a été publiée par trois organisations : elle est sortie en tant que publication de l'INSTAT et a été publiée en tant que document à la fois par la Banque mondiale et par Cornell University. Les résultats de l'analyse ont été présentés plusieurs fois par des collaborateurs de Cornell et de l'INSTAT : lors d'un atelier de l'USAID, lors d'une présentation publique par l'INSTAT (Point INSTAT d'Information), lors d'une conférence internationale sur l'état de la pauvreté à Madagascar[2], lors d'un atelier préparatoire pour le DSRP (Document Stratégique sur la Réduction de la Pauvreté), et à d'autres occasions.

Les chiffres et l'analyse sont maintenant largement utilisés à Madagascar et sont le point de référence pour toute stratégie de réduction de la pauvreté. Par exemple, ce document a été la base pour la partie analytique du DSRP (Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté), la stratégie nationale qui a été développée cette année par le Gouvernement malgache. Cette stratégie énonce les politiques que le Gouvernement voudrait mettre en place lors des années à venir pour diminuer la pauvreté à Madagascar et est donc le document de politique générale clé pour les années dans les années qui viennent. Cette analyse a aussi été utilisée dans le développement du plan stratégique de l'USAID pour 2003-2008. Référence a été faite au document concernant la dynamique de la pauvreté (et à celui de Cornell et de l'INSTAT sur l'accès aux services de la santé et de l'éducation) comme étant des "éléments analytiques clé" pour le développement de la Stratégie d'assistance pays de la Banque mondiale. Référence y a aussi été faite dans le rapport du FMI sur Madagascar. Comme l'étude est le résultat d'un effort de collaboration, il a permis au Gouvernement et aux bailleurs de convenir des chiffres et de

---

[2] Dial/Ird, RESAL, et Madio ont organisé un séminaire national sur "La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, les politiques de réduction et leur mise en oeuvre" les 5 et 7 février à Antananarivo.

l'analyse et du suivi de la situation actuelle de la pauvreté. De ce fait, cette étude a contribué à un débat de politique bien informé et a aidé à établir une stratégie basée sur les faits et sur une analyse.

2. Les pauvres et l'amortissement des coûts dans le secteur de la santé

Au titre des études déterminées par la demande, une commission de sages (Le GRPE- 'Groupe de Réflexion sur les Politiques Economiques') qui a été établi avec le but d'aider le Programme Ilo dans ses choix des sujets de recherche pertinents, a suggéré de faire une étude sur l'effet sur les pauvres des politiques d'amortissement des coûts dans le secteur de la santé. Il a été estimé qu'une telle étude serait d'une grande utilité pour influencer la décision de politique visant à améliorer le bien-être des pauvres.

L'enquête a été organisée en septembre 2001 dans les trois provinces les plus pauvres de Madagascar. Les résultats de l'enquête ont montré que depuis le changement des politiques de santé (dépenses accrues, décentralisation, amortissement des coûts), les centres de santé publique fonctionnent mieux : la qualité des services de santé est meilleure; les médicaments sont plus aisément disponibles; et les patients paient moins de manière informelle. Cependant, les résultats de l'enquête ont aussi montré que le système d'amortissement des coûts a eu des implications négatives, particulièrement pour les pauvres, car le nombre de visites aux installations de santé publique a baissé, particulièrement celles des pauvres et lors des périodes maigres; les pauvres n'ont pas de traitement spécial : ils paient le même prix que n'importe qui d'autre; et les pauvres utilisent moins de médicaments et dépendent plus des médecines alternatives, qui sont moins chères, et des sources traditionnelles de services de santé.

Alors qu'il existe une preuve anecdotique que telle était la situation, c'était la première fois que les effets sur les pauvres de l'amortissement des coûts étaient explicitement quantifiés. Ceci a mené à un débat de politique plus informé lors de l'atelier national du DSRP. MIDI, l'un des principaux journaux nationaux, a par exemple rendu-compte que, sur la base de cette étude, un changement de politique a été proposé au titre du nouveau programme de DSRP dans lequel un budget spécial au niveau communal serait mis en place pour payer pour les coûts de santé des pauvres.

Les clés du succès de l'impact de cette analyse ont été les suivants : 1. le moment choisi : les résultats de l'étude ont été disponibles exactement avant que les décisions aient eu à être prises en termes de changement de la politique nationale de santé; 2. la communication : on s'est assuré que la communication des résultats était organisée de différentes manières : a. ascendante : PACT, notre partenaire, a utilisé les résultats de l'étude durant l'organisation d'un débat national de la société civile en préparation pour le DSRP; b. transversale : des décideurs de politique clé au sein du Gouvernement et de la communauté des bailleurs ont été impliqués de la conception à l'étape analytique de l'enquête et différentes réunions informelles avec ces partenaires clé ont eu lieu; c. les Points INSTAT d’Information : le public était informé des résultats de cette étude lors de présentations publiques (avec une couverture des médias locales) organisées par

l'ISNTAT; d. un élément écrit : un document de politique générale a été élaboré après différentes étapes de reformulation afin de rendre le message le plus clair et le plus précis possible.

3. L'impact des activités de formation et de renforcement des capacités

Cas 1 : Pendant la première année du projet, Cornell University a organisé un cours à Ithaca sur l'analyse de la pauvreté pour huit collaborateurs malgaches. En 2001, Cornell University, à travers son chercheur résident David Stifel, a continué à travailler étroitement sur l'analyse de la pauvreté avec ces collaborateurs malgaches. En conséquence, l'INSTAT est considéré comme le centre de l'analyse de la pauvreté à Madagascar et a, par exemple, obtenu un contrat du PNUD pour faire une série d'études individuelles et détaillées sur la pauvreté par région dans trois des provinces les plus pauvres (Tuléar, Fianarantsoa, et Mahajanga).
Cas 2 : Trente personnes ont été formées par des experts de Cornell University, de l'ONE et de l'Université d'Antananarivo dans le domaine de l'économie environnementale pendant un cours de quatre jours lors de la première année du projet. Dix d'entre eux ont été sélectionnés pour monter un projet de recherche appliquée sur l'économie environnementale. Ces études ont débuté en 2000 et achevées en 2001. Trois chercheurs de l'INSTAT étaient responsables d'une étude de cas. L'expert de Cornell University a supervisé quatre de ces études de cas. En conséquence, l'INSTAT a obtenu le contrat pour faire l'analyse économique de l'impact du Programme national pour l'environnement (PE II). Une des personnes formées a été recrutée par la Banque mondiale pour travailler à la préparation du nouveau Programme environnemental (PE III) et à l'étude du recensement rural.
Cas 3 : Au début de l'année 2001, Cornell University a organisé un atelier sur le modèle d'Equilibre général calculable (CGE) de Madagascar. 20 participants des différentes institutions y ont participé. En conséquence, un des participants (Joe Rabeantoanoro du département d'étude de la Banque centrale de Madagascar) a étendu le modèle avec une composante monétaire. Il a présenté ce nouveau modèle lors d'un séminaire à la Banque centrale et l'utilise maintenant pour la planification et l'évaluation des politiques monétaires de la Banque centrale.

4. L'impact de la crise politique

L'économie malgache a été frappée durement par les barrages routiers et la pénurie de carburants lors de la crise politique. Cependant, Etant donné les changements rapides de l'économie du pays, aucun chiffre et analyse mis à jour n'existaient concernant les dégâts causés par la crise et, de ce fait, sur les priorités en termes de politique. Dans des circonstances qui étaient difficiles, Cornell a mis en place une enquête représentative en juin 2002 dans la moitié des provinces de Madagascar pour répondre à ce besoin urgent. Des interviews ont été organisées avec les groupes focaux communaux et un grand nombre de centres de santé et d'écoles ont été visités pour évaluer l'impact. Les résultats ont été présentés à un large public un mois plus tard. On s'est assuré que l'information, décrite en de courts documents de politique générale pour les différents secteurs, était présentée dans un format accessible aux décideurs de politique. Des centaines de

personnes ont participé à la présentation qui a reçu une large couverture médiatique nationale.

Une semaine après la diffusion publique des résultats, le nouveau Gouvernement et toues le bailleurs de Madagascar ont organisé une réunion (la Réunion des Amis de Madagascar qui a eu lieu à Paris en juillet 2002) pour discuter du nouvel ensemble d'aide au pays. Comme cette enquête était la seule source statistique de l'impact de la crise, les résultats ont été utilisés immédiatement par les bailleurs comme par le Gouvernement et a représenté la toile de fond analytique de la stratégie économique qui a été convenue pour remettre le pays sur les rails.

Deux exemples illustrent l'effet direct de l'analyse sur l'élaboration de la politique après la crise. L'enquête sur le secteur de la santé a montré que le nombre de visites aux centres de santé avait chuté de 30% durant la crise, en partie parce que les médicaments n'étaient plus disponibles (à cause des problèmes de transport) et en partie parce que la population locale n'avait pas de liquidité pour payer pour les services de santé. Alors que l'effets du côté de l'offre a été bien anticipé, ceci a été moins le cas pour ce qui est de l'offre. Le Gouvernement a décidé par la suite que les politiques d'amortissement des coûts seraient révisées pour une période temporaire d'après crise afin d'atténuer l'effet des revenus réduits sur l'utilisation de la santé publique formelle. Un deuxième exemple porte sur le problème de sécurité rurale dans le pays. Dans l'enquête, la plupart des communes ont mentionné une grande augmentation de vols des cultures et du bétail depuis la crise. Le Gouvernement a agit en conséquence lors de al période d'après crise pour faire face à ce problème. Une politique anti-dahalo (voleur de bétail) a été mis en place et la réduction de l'insécurité est devenue l'une des priorités du nouveau budget gouvernemental.

5. La pauvreté et les priorités en termes de politique

Un autre exemple de l'impact de Cornell University sur la prise de décision politique à un haut niveau ont été celles faites sur les priorités en termes de politique pour la réduction de la pauvreté. Alors que Madagascar a fait montre de taux de croissance économiques élevés entre 1999 et 2001 et que le pays a semblé énormément progressé – du point de vue d'un visiteur venant de l'extérieur – pendant cette période, l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté pour le pays dans son ensemble n'était pas clair. Cornell a aidé l'institution locale pour les statistiques (l'INSTAT) à concevoir, mettre en oeuvre, et analyser une nouvelle enquête des ménages. Qui plus est, dans une enquête novatrice organisée par Cornell University, toutes les communes malgaches ont été visitées en 2001 pour mieux comprendre la situation sur le terrain et pour solliciter l'avis des groupes communaux focaux en ce qui concerne les priorités en termes d'investissement.

Les résultats de l'analyse de cette enquête des ménages ont montré que, alors que la pauvreté relative était légèrement en déclin pendant cette période, le nombre absolu de pauvres était toujours croissant. La situation des extrêmement pauvres avait même empiré. De ce fait, la croissance globalement positive qui avait été notée entre 1999 et 2001 semblait n'avoir profité qu'à une petite partie de la population. Le recensement communal a montré que les priorités de développement tel qu'elles étaient perçues par la

population locale – en utilisant une approche participative – étaient l'agriculture, les routes et la sécurité. Ces résultats indiquent que la stratégie de croissance qui avait été poursuivie pendant la période de 1999 à 2001 (quand ces trois secteurs n'ont pas fait montre de grands changements) n'était pas taillée selon les demandes d'une grande partie de la population locale.

Les résultats de cette recherche ont été présentés à un grand public en octobre 2002 et ont reçu une large couverture dans tous les journaux nationaux ainsi qu'à la télévision t sur les radios. Les résultats ont lancé un débat informé au niveau national. Ils ont, par exemple, servis de toile de fond lors de plusieurs réunions entre le Président, le Gouvernement et la Banque mondiale concernant l'établissement des priorités en termes de politique d'après crise pour une réduction de la pauvreté rapide. Les résultats de ces réunions sont reflétés dans les nouvelles décisions stratégiques du gouvernement comme des bailleurs.

6. La recherche de Cornell et la politique agricole et environnementale à Madagascar

La prise de décision politique en termes de politique agricole et environnementale à Madagascar s'est grandement inspirée de la recherche menée par le Programme Ilo. Deux exemples illustrent ce point :

1. La Banque mondiale doit faire un rapport analytique stratégique en ce qui concerne les investissements dans différents secteurs avant qu'ils ne se lancent dans des activités opérationnelles. Cette année, la Banque mondiale a dû finir un "examen des secteurs agricole et environnemental à Madagascar". Ce rapport s'est grandement inspiré du travail accompli par Cornell en collaboration avec la FOFIFA et l'INSTAT. Bart Minten, le responsable des programmes opérationnels du Programme Ilo, a été invité à être le seul homologue externe (c.-à-d. venant de l'extérieur de la Banque mondiale) sur ce rapport et a présenter des commentaires lors de la présentation finale. Ces commentaires ont été pris en considération pour la version finale du rapport. Le rapport initial a par exemple recommandé une hausse des prix du riz local à travers une augmentation des taxes d'importation sur le riz. La recherche de Cornell a montré que les personnes les plus pauvres pourraient être touchées par cette augmentation des prix du riz (du fait qu'elles sont surtout des acheteurs net de riz). Qui plus est, nous avons soutenu qu'une meilleure rentabilité du riz pourrait mener à une plus grande extensification et à une dégradation environnementale accrue étant donné le mauvais état actuel de l'infrastructure de l'irrigation. Cette recommandation pour de plus fortes taxes d'importation a donc été retirée du rapport final.
2. L'analyse économique pour projet de l'EP3 (le Programme environnemental 3) a été terminée cette année. Avant que ne débute l'analyse économique, des arguments ont été émis disant qu'un projet de si grande envergure – qui impliquaient des bailleurs multiples – n'avait pas de justification sur une base économique et ne devait donc soit ne pas avoir lieu ou alors à plus petite échelle. Un économiste environnemental français, Jean-Christophe Carrett, qui a mené l'analyse économique, s'est largement inspiré de l'analyse qui avait été publiée et

des chiffres tirés des études du Programme Ilo. Il a donc pu montrer que, en s'appuyant sur une base solide, qu'un des grands bénéfices de la préservation des forêts est acquis en évitant la sédimentation des champs des cultivateurs de riz en aval. Cette justification économique est plus importante que les bénéfices qui proviennent du tourisme et est donc l'argument principal pour justifier un programme environnemental visant à la préservation des forêts.

7. Le recensement communal

A la fin de l'année 2001, le Programme Ilo de Cornell University a organisé un recensement communal à Madagascar. L'enquête a été organisée en collaboration avec le Centre national de recherche appliquée pour le développement rural (FOFIFA) et l'Institut national de statistique (INSTAT). La collecte des données sur le terrain a eu lieu durant la période allant de septembre à décembre 2001. L'enquête a permis la construction d'une base de données unique à Madagascar avec 1385 des 1395 communes ayant été visitées. C'est la première fois qu'un ensemble de données si poussé existe au niveau national. Seules 10 communes n'ont pu être visitées à cause de problèmes d'insécurité et de communication.

Tel que prévu, il y a eu une demande énorme pour ce type d'ensemble de données spatialement individuels. Environ 50 organisations utilisent cet ensemble de données pour la programmation de leurs activités de projet. Les plus notables sont :

1. L'Union européenne projette actuellement un projet de 100 millions de dollars dans le sud du pays (la province de Toliara et celle Fianarantsoa). Sur la base de nos ensembles de données, les chercheurs de l'Union européenne ont fait des cartes et préparé des informations de fond pour chaque région des deux provinces. Cette information a alors été discutée par les autorités locales dans les régions et a aidé à un établissement objectif des priorités dans les interventions faites dans les régions.
2. Le programme PST (le programme national pour le transport) a utilisé les résultats de nos études pour montrer l'importance des investissements routiers en terme de réduction de la pauvreté et de productivité agricole. Ils ont aussi utilisé nos données concernant les coûts du transport pour établir les priorités en termes d'investissements routiers et de choix de "centres de développement" ("pôles de développement") caractérisés par une forte potentialité.

Qui plus est, l'INSTAT ayant noté une forte demande pour ce type d'information, a décidé d'utiliser leurs propres fonds (fonds HIPIC) pour mener un deuxième recensement communal pour permettre une comparaison avec la première enquête. Ce recensement est actuellement sur le terrain. De ce fait, le Programme Ilo de Cornell University a pu lancer un nouvel outil puissant qui sera utilisé de manière durable dans le pays pour les activités de suivi et d'évaluation.

8. Cornell et le processus du DSRP

La recherche de Cornell a grandement influencé le niveau de politique générale. Pendant l'année 2003, le Gouvernement a finalisé leur Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (PRSP), un document de stratégie nationale qui reflète les choix que les Gouvernement va faire dans le court et le moyen terme pour réduire la pauvreté. Le document de DSRP se réfère à la recherche effectuée par le Programme Ilo de Cornell University avec l'INSTAT à plusieurs reprises. Ceci montre que la recherche de Cornell a été perçue par les décideurs de politique comme étant d'une grande importance et d'une extrême pertinence et a contribué à aider le gouvernement à faire les choix stratégiques auxquels il a été confronté.

Qui plus est, Cornell a travaillé avec PACT pour rendre le processus du DSRP le plus participatif possible et a soutenu les coûts de la participation de la société civile (ainsi que de lui faire parvenir l'information) avec des fonds supplémentaires qui leur avait été alloués par l'USAID. Le Programme Ilo a de ce fait aidé à obtenir une base de soutien plus large pour ce plan.

9. Le modèle CGE

Un des grands changements mis en oeuvre par le nouveau Gouvernement a été la "détaxation" de certains biens de consommation et d'investissement à la fin de 2003. Le Ministère de l'économie a demandé aux techniciens de l'INSTAT d'évaluer l'impact de cette politique sur l'économie du pays. L'INSTAT a utilisé le modèle CGE pour estimer l'impact de ce changement de politique en termes d'investissements, de pauvreté, etc. Ceci montre l'utilité du modèle CGE, qui a été développé conjointement par l'INSTAT et Cornell University, pour l'évaluation d'alternatives politiques. Ceci montre aussi que la capacité institutionnelle a été renforcée à l'INSTAT lors du projet afin que celui-ci puisse mener ce type d'analyse importante seule.